

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**FONDATION INSTITUT DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DES RELATIONS  
INTERNATIONALES (IDDRI)**

**41 RUE DU FOUR  
75006 PARIS 6**

**N° SIREN : 484 781 133**

*Ce rapport contient 20 pages*

**FONDATION INSTITUT DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE ET DES RELATIONS  
INTERNATIONALES (IDDRI)**

41 RUE DU FOUR  
75006 PARIS 6

**N° SIREN : 484 781 133**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos le 31 décembre 2024*

**Aux Administrateurs de la Fondation INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET  
DES RELATIONS INTERNATIONALES (IDDRI)**

**1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation INSTITUT DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES RELATIONS INTERNATIONALES (IDDRI) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de cet exercice.

**2. Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

h

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport moral et financier du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Administrateurs**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Bureau et dans les autres documents adressés aux Administrateurs.

### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

*u*

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

## **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si

ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 31 mars 2025,

Le Commissaire aux Comptes,

**Endrix SNM**  
**M. Cédric LAVEDRINE**





## BILAN ACTIF

			Note	Exercice N, clos le :		31/12/2024	31/12/2023
				Brut 1	Amortissements dépréciations 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	31	13 290	13 290		
		Frais de recherche et de développement					
		Donations temporaires d'usufruit					
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
		Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes						
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains		83 985	59 840	24 144	36 618
Constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriels							
	Immobilisations corporelles en-cours						
	Avances et acomptes						
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières						
Total (I)			97 275	73 130	24 144	36 618	
ACTIF CIRCULANT	Stocks en cours		32				
	CRÉANCES	Créances clients, usagers et comptes rattachés	34	777		777	939
		Créances reçues par legs ou donations					
		Autres créances		9 139 663		9 139 663	11 280 036
	DIVERS	V.M.P	35				
Instruments de trésorerie							
Disponibilités		3 744 744			3 744 744	4 619 298	
COMPTES DE RÉGULARISATION	Charges constatées d'avance		36	90 950		90 950	189 284
	Total (II)			12 976 134		12 976 134	16 089 556
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)		36				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)			148		148	
	TOTAL GENERAL (I à V)				13 073 557	73 130	13 000 426



## BILAN PASSIF

	Note	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres	550 691	550 691
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	998 608	823 157
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-9 210	175 451
	<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>1 540 090</b>	<b>1 549 299</b>
	Fonds propres consommables	1 432 738	1 432 738
	Subventions d'investissements		
	Provisions réglementées		
	<b>Total (I)</b>	<b>2 972 827</b>	<b>2 982 037</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	<b>Total (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>	Provisions pour risques	148	763
	Provisions pour charges		
	<b>Total (III)</b>	<b>148</b>	<b>763</b>
<b>DETTES</b>	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	413 669	629 726
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	447 452	362 943
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 622 199	4 036 201
	Instruments de trésorerie		
Comptes régul.	Produits constatés d'avance	6 541 564	8 114 504
	<b>Total (IV)</b>	<b>10 024 884</b>	<b>13 143 374</b>
Ecarts de conversion passif	(V)	2 567	
	<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>13 000 426</b>	<b>16 126 174</b>





## COMPTE DE RESULTAT

		Note	31/12/2024	31/12/2023
Nombre de mois de la période			12	12
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations			
	Ventes de biens (dont ventes de dons en nature )			
	Ventes de prestations de service ( dont parrainages )			
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics et subventions d'exploitation			
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels	50	475 000	525 000
	Mécénats			
	Legs, donations et assurances-vie			
	Contributions financières		2 769 637	2 390 618
	Autres			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges			8 386	13 310
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits			3 028 464	3 611 766
Total des produits d'exploitation (I)			6 281 488	6 540 694
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			
	Variation de stock			
	Autres achats et charges externes		2 142 636	2 324 677
	Aides financières			
	Impôts, taxes et versements assimilés		323 175	329 607
	Salaires et traitements	51	2 751 435	2 639 431
	Charges sociales		1 162 546	1 078 930
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		16 464	15 831
	Dotations aux provisions			
	Reports en fonds dédiés			
	Autres charges		11 162	55 909
Total des charges d'exploitation (II)			6 407 417	6 444 386
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			-125 930	96 309
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
	Autres intérêts et produits assimilés		102 372	83 603
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	53	763	
	Différences positives de change		29 568	6 824
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers (III)			132 703	90 428
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		148	763
	Intérêts et charges assimilées	54		
	Différences négatives de change		15 835	10 523
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des charges financières (IV)			15 983	11 286
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)			116 720	79 142
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)			-9 210	175 451





## COMPTE DE RESULTAT

		Note	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	55		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital			
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			
	<b>Total des produits exceptionnels (V)</b>			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	56		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	<b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>			
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>				
(VII)	Participation des salariés aux résultats	57		
(VIII)	Impôts sur les bénéfices	58		
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>			<b>6 414 191</b>	<b>6 631 122</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)</b>			<b>6 423 400</b>	<b>6 455 671</b>
<b>5 - EXCEDENT OU DEFICIT (total des produits - total des charges)</b>			<b>-9 210</b>	<b>175 451</b>

EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Produits	Bénévolats			
	Prestations en nature		119 730	114 800
	Dons en nature			
	<b>Total</b>		119 730	114 800
Charges	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
	Personnel bénévole		119 730	114 800
	Prestations en nature			
	<b>Total</b>		119 730	114 800



## Annexe



## Présentation de l'association

### Présentation de l'entreprise

#### 1. Objet social

La Fondation a pour but de développer et promouvoir des travaux de recherche dans le domaine de la gestion des problèmes globaux d'environnement (...) et de la gouvernance internationale (...), de mettre en œuvre des recherches utiles pour la conduite d'une réflexion stratégique et prospective dans le domaine du développement durable, de concert avec les administrations, la communauté scientifique, les entreprises et milieux associatifs et syndicaux, et de renforcer les communautés scientifiques qui travaillent sur ces thèmes.

#### 2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les activités listées ci-dessus sont mises en œuvre dans le cadre de nos programmes avec le soutien des équipes communication et administrative.

##### 9 thèmes de recherche :

- Agriculture et alimentation
- Biodiversité
- Climat
- Energie
- Financement des économies en développement
- Modes de vie en transition
- Océan
- Pacte vert européen
- Transport

#### 3. Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Des actions complémentaires à nos programmes de recherche :
  - L'octroi de bourses d'études,
  - Le financement de travaux de recherche,
  - L'organisation de conférences, colloques et ateliers
  - L'organisation d'appels à propositions,
  - La publication d'ouvrages,
  - Tout autre moyen contribuant à la réalisation des objectifs de la fondation

## **Note 10 - Faits caractéristiques**

- Après 2 années de croissance progressive du budget lié à la mise œuvre des objectifs de développement fixés dans le cadre du projet stratégique 2021-2025, 2024 est l'année d'atteinte de l'objectif budgétaire fixé. Cette croissance de 7% par rapport à 2023 (+450k€) visait principalement à renforcer les capacités humaines de la Fondation avec l'intégration de nouveaux profils et compétences de recherche. Ainsi, le nombre d'ETP passe de 47 en 2023 à 50 en 2024.
- Cette croissance a été rendue possible grâce au développement du core funding et des financements de base provenant du renforcement du soutien de l'Etat via la signature début 2023 de conventions pluriannuelles (2023-27) avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère de l'Economie et des Finances apportant chacun 500k€/an, ainsi qu'au mécénat d'entreprises. Même si l'on constate en 2024 une légère baisse de ces mécénats d'entreprise (-50k€) en raison du non-renouvellement du soutien de 2 membres fondateurs : Engie et Suez.
- 2024 marque par ailleurs la fin de plusieurs importants projets pluriannuels financés par la Commission européenne et le ministère de l'environnement allemand (IKI). L'année a donc également été consacrée au renouvellement de ces financements via la réponse à plusieurs appels à proposition. 2 nouveaux projets pluriannuels et pluri partenaires ont été retenus et démarreront en 2025. Notons par ailleurs un travail de levée de fonds permanent auprès de fondations philanthropiques qui soutiennent les différents programmes de recherche de la Fondation

## **Note 20 - Principes, règles et méthodes comptables**

### **Généralités sur les règles comptables**

#### **Principes généraux**

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

#### **1.Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

#### **2. Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **3. Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

#### **4. Principales méthodes comptables**

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.



Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

La comptabilisation à l'actif des coûts de développement et des frais de création de sites internet conformément aux articles 212-3 et 612-1 ;

la comptabilisation en charges des frais de constitution, de transformation et de premier établissement conformément à l'article 212-9 ;

la comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

### Note 31 - Immobilisations

#### Mouvements des immobilisations brutes

Désignation	Valeurs brutes début exercice	Mouvements de l'exercice		Valeurs brutes fin exercice
		Acquisitions Réévaluations	Cessions Virements	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires	13 290			13 290
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>	<b>13 290</b>			<b>13 290</b>
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	79 994	3 991		83 985
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Total</b>	<b>79 994</b>	<b>3 991</b>		<b>83 985</b>
<u>Immobilisations financières</u>				
- Participations et créances rattachées				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres immobilisations financières				
- Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés				
<b>Total</b>				
<b>Total général</b>	<b>93 284</b>	<b>3 991</b>		<b>97 275</b>

**Mouvements des amortissements**

Immobilisations amortissables	Amortissements début exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements fin exercice
		Dotations	Diminutions	
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
- Frais d'établissement				
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets et droits similaires				
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes sur incorporelles				
<b>Total</b>				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériel outillage industriels	43 377	16 464		59 840
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Total</b>	<b>43 377</b>	<b>16 464</b>		<b>59 840</b>
<b>Total général</b>	<b>43 377</b>	<b>16 464</b>		<b>59 840</b>

**Mouvements des immobilisations incorporelles**

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 13 290	+	+ 13 290
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+		+
Dotation de l'exercice		+	-
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 13 290	=	= 13 290

**Mouvements des immobilisations corporelles**

Désignation	Immobilisations brutes	Amortissements	Immobilisations nettes
Au début de l'exercice	+ 79 994	+ 43 377	+ 36 618
Réévaluation de l'exercice	+		+
Investissements de l'exercice	+ 3 991		+ 3 991
Dotation de l'exercice		+ 16 464	- 16 464
Cessions ou mises hors service	-	-	-
Valeur en fin d'exercice	= 83 985	= 59 840	= 24 144

**Modes et durées d'amortissement**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire / dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Nature de l'immobilisation	Amortissement	Durée amortissement
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans

**Détail des acquisitions de l'exercice**

Désignation	Immobilisation	Crédit-bail	Location
Installations techniques matériel et outillages industriels			
portable hp g9	764		
3 hp elite 640	3 226		
Total	3 991		
Total général	3 991		

**Note 34 - Créances**

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

**1. Subventions**

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industrie et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».





La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

## **2. Tableau des subventions, concours publics et contributions fin**

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne/Monde	Etat	Collectivités territoriales	Autres	EPIC
Concours publics Subvention d'exploitation	447 468	2 580 847			

## **3. Mécénat**

Le mécénat est **un soutien financier** ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature

Le montant du Mécénat 2024 s'élève à : 475 000 €

## **4. Contributions financières**

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme **un produit non lié à la générosité** du public sauf si, par ex, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.



Le montant des contributions financières 2024 s'élève à : 2 769 637 €

### Note 35 - Divers

### Note 36 - Comptes de régularisation actif

#### Détail des charges constatées d'avance

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
CCA CONTRAT RABIA TRANSITIONS UKAM	01/01/2025		7 000		
CCA MARBLE AN GOLD CONTRAT UKAMA 20	01/01/2025		3 800		
CCA CONTRAT CHANTAL NAIDOO QUOTE PA	01/01/2025		500		
CCA A. Ekwueme University UKAMA 202	01/01/2025		5 930		
CCA KINGIRI CONTRAT ECF 2024-2025 N	01/01/2025		500		
CCA DEPLACEMENTS MISSIONS 2025	01/01/2025		6 538		
CCA CONVENTION CIRAD BIODIV AGRI LI	01/01/2025		4 000		
CCA PEP CONTRAT UKAMA 2024-2025	01/01/2025		8 000		
CCA LAGOON BEACH EVENT MAY 2025	01/01/2025		10 322		
CCA CONTRAT SMASH \$AFD SENEGAL QUOT	01/01/2025		3 500		
CCA GREEN ACADEMY INVOICE 1	01/01/2025		6 900		
CCA ERI INVOICE #1	01/01/2025		9 000		
CCA 2025	01/01/2025		24 960		
Total			90 950		

### Note 42 - Provisions pour risques et charges

#### Engagement en matière d'indemnités de départ en retraite

Les indemnités de fin de carrière ne donnent pas lieu à une provision et sont présentés dans la note 60 "Autres informations : engagements hors bilan".

#### Provision pour risques de change

Une provision d'actualisation de subvention a été constaté dans les comptes pour un montant de 148 €

**Note 44 - Comptes de régularisation passif****Détail des produits constatés d'avance**

Désignation	Période		Exploitation	Financier	Exceptionnel
	du	au			
PCA OFB OCEANS BIODIV 2025-2027	01/01/2025		225 000		
PCA FDF CARASSO TRANSITION JUSTE 20	01/01/2025		600 000		
PCA CONTRIBUTION AUTRES	01/01/2025		73 950		
PCA MECENAT 2025	01/01/2025		25 000		
PCA FONDATION FR 2025	01/01/2025		90 000		
PCA H2020 2025	01/01/2025		438 990		
PCA ETAT / ETS PUBLICS	01/01/2025		784 666		
PCA FONDATION INTER	01/01/2025		1 072 491		
PCA ORG. PUBLICS INTER	01/01/2025		1 231 467		
PCA CONTRIBUTION MAE-DGM/MEF-DGT	01/01/2025		2 000 000		
Total			6 541 564		

**Note 55 - Produits exceptionnels**

Les produits exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de la fondation mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel en égard à leurs montants.

**Note 56 - Charges exceptionnelles**

Les charges exceptionnelles tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de la fondation mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel en égard à leurs montants.

**Note 60 - Autres informations****Engagements financiers reçus**

Convention (2023-2027) avec la Direction générale du Trésor du ministère de l'Economie et des Finances et la Direction générale de la Mondialisation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères apportant chacun une subvention annuelle de 500K€.

**Spécificités**

Par ailleurs, la fondation bénéficie de la mise à disposition gracieuse de personnel du CIRAD à hauteur de 1 ETP valorisés à 119 730 €.

En dehors de ces éléments, la fondation ne bénéficie pas de :

- la mise à disposition gracieuse de locaux, terrains ou installations.
- la prise en charge de certaines dépenses

**Engagement en matière d'indemnités de départ en retraite**

Le calcul de l'indemnité de départ en retraite n'a pu être actualisé sur l'exercice en raison d'un problème technique, de fait nous maintenons dans l'annexe l'information portée en 2019.



Au moment du départ à la retraite de chacun de vos salariés, votre entreprise est tenue de lui verser des indemnités appelées « Indemnités de Fin de Carrière » ou encore « Indemnités de Départ à la Retraite ».

Le montant de ces indemnités peut résulter indifféremment de :

- La convention collective à laquelle l'entreprise est rattachée,
- L'accord collectif d'entreprise,
- Des contrats individuels de travail.

A défaut, l'accord interprofessionnel du 10 décembre 1977, rendu obligatoire par la loi dite de « mensualisation » du 19 janvier 1978, fixe un minimum légal, variable pour chaque salarié en fonction du montant de son dernier salaire et de son ancienneté dans l'entreprise.

L'article L123-13 du code du commerce impose à chaque entreprise de procéder à l'évaluation de ses engagements de protection sociale, et d'en inscrire le montant en annexe de son bilan.

### Hypothèses retenues pour l'évaluation :

- Les départs à la retraite sont à l'initiative des salariés.
- Paramètres économiques :
  - L'augmentation annuelle des salaires est de 1.8%.
  - Le taux d'actualisation est de 3.38%.
- Paramètres sociaux :
  - Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à 64 ans.
  - Le taux de rotation retenu est de 17,5% par an jusqu'à 55 ans, 0% au-delà
  - Le taux de charges sociales patronales retenues est de 58% (incluant la taxe sur les salaires).
- Paramètres techniques :
  - La table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2012-2014
  - La méthode de calcul retenue est la méthode : Rétrospective Prorata Temporis.

Compte tenu de ces hypothèses le montant des engagements en matière indemnités de fin de carrière s'élève à 69 874 €.

### Effectifs

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	50	1
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>1</b>

**Echéance des créances**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Participations et créances rattachées			
Autres titres immobilisés			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Biens reçus par legs/donations destinés à être cédés			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	777	777	
Autres créances	9 139 663	9 139 663	
<b>Totaux</b>	<b>9 140 440</b>	<b>9 140 440</b>	

**Echéance des dettes**

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes Ets de crédits				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	413 669	413 669		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	447 452	447 452		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	2 622 199	2 622 199		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	6 541 564	6 541 564		
<b>Total</b>	<b>10 024 884</b>	<b>10 024 884</b>		

**Provisions et dépréciations**

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'ex.	Diminutions : Reprises de l'ex.	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges		763	148	763	148
Dépréciation	Sur immobilisations				
	Sur stocks et en cours				
	Sur usagers et comptes rattachés				
	Sur comptes financiers				
	Autres dépréciations				